

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 199 - VENDREDI 20 DÉCEMBRE 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Cherchant une rime avec "suspensoir",
j'ai trouvé "encensoir".
J'ai renoncé aux deux. ●

AGENDA MILITANT

→ 10 janvier 2014

Paris [Avec la fin du capitalisme, la fin de l'État ?](#)

→ 25-26 janvier

Paris 3^e [Journées d'études de la Gauche anticapitaliste](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Nouvelle force politique**

[Un Front de gauche uni pour les européennes](#), "Ensemble !"

→ **Communisme/Débat**

[Remarques sur la période actuelle, suite](#),

Fr. Bouviolle

→ **Débats**

[Le sport en débat](#),

G. Perreau-Bézouille, A. Maleyran

[La loi peut-elle abolir la prostitution ?](#)

A. Bruant-Zornette, N. Lana

Refonder l'Europe ? Chiche !

Je reviens de Madrid où j'ai suivi, au nom de la FASE / Ensemble le 4^e congrès du Parti de la gauche européenne avec le sentiment et le plaisir – pourquoi ne pas l'avouer - d'avoir participé à un tournant important et positif dans sa toute jeune histoire (dix ans !).

En effet, au moment où l'Europe traverse une crise profonde, où les conséquences de la politique d'austérité, de régressions sociales et les reculs de la démocratie mettent en péril l'idée même d'une "union" européenne, suscitant tantôt la colère des peuples, tantôt le rejet d'une construction perçue comme de plus en plus étrangère et hostile et favorisant, par là même, la montée d'une tendance aux replis nationalistes et aux relents xénophobes, il était assez réjouissant d'assister à une réunion de militants *décidés* à concrétiser de réelles avancées sur le plan des contenus et des démarches de luttes. Le congrès a été tout naturellement fortement axé sur des analyses et propositions dans le domaine de l'économie, avec la nécessité affirmée de réorienter le modèle de croissance vers une économie basée sur le respect de l'environnement et des hommes, de reprendre le pouvoir sur la finance, pour l'Europe sociale et les droits des citoyens, par exemple. Ainsi, la décision a été prise de développer, dans le cadre de la campagne pour les élections de juin 2014, une série d'actions contre le paiement des dettes publiques illégitimes, mais aussi pour bloquer les négociations entamées sur le Grand marché transatlantique avec les États-Unis et le Canada, construit pour et par les multinationales. Qui ne souscrirait à de telles orientations ?

Un grand moment d'émotion, aussi, dans ce congrès, avec la décision prise à une écrasante majorité de proposer la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne : candidature de portée politique hautement symbolique, car le leader emblématique de Syriza devient *ipso facto* le porte-parole de toutes les listes proposées par les partis de la Gauche européenne aux suffrages des électeurs !

"Unir pour une alternative de gauche en Europe", tel est le titre du document politique adopté par le congrès : un message fort que, seule ombre au tableau, le PG n'a visiblement pas bien compris, trop obnubilé par la querelle qui l'oppose au PCF dans le cadre de la préparation des élections municipales en France.

● José Tovar



Le projet libéral d'Accord transatlantique face à la démocratie

Avec la préparation d'un accord transatlantique de commerce et d'investissement, l'Union européenne et les États-Unis préparent, dans le déni démocratique, une nouvelle fuite en avant libérale. Mais la mobilisation commence.

Les technocrates américains et européens sont bien loin de toute analyse critique du système économique et de ses crises ! Ainsi, depuis juillet 2013, l'Union européenne - dont la Commission a été mandatée par tous les États membres - et les États-Unis préparent une fuite en avant des politiques libérales, en négociant l'ouverture d'un large marché de libre-échange. Cet accord, qui faisait l'objet cette semaine d'un round de discussion à Washington, est intitulé Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI, ou TAFTA). Il est prévu qu'il aboutisse en 2015.

Une nouvelle tentative de tout libéraliser

Comme pour les précédents projets destinés à accentuer la libéralisation des échanges, les négociateurs sont discrets, les textes opaques et tout est fait pour ne pas mettre les enjeux en débat dans les États membres. Comme d'habitude, l'habillage et les formules sont élégants, et il faut lire entre les lignes pour comprendre ce qui se joue. La Fondation Copernic, ATTAC, l'AITEC, mais aussi par exemple le militant altermondialiste Raoul-Marc

Jennar s'attachent à les décrypter (lire l'encadré p. 3).

En ligne de mire : tout ce qui, dans les législations nationales, oblige à respecter des normes sociales et environnementales. Ce qui témoigne d'une part du rôle actif que jouent encore les États, d'autre part de l'enjeu de la souveraineté populaire.

Nous sommes dans le prolongement des tentatives d'imposer la libéralisation de l'investissement pour les firmes transnationales, par exemple sous la forme de l'Accord multilatéral pour l'investissement (AMI), dont la mise en place avait échoué en 1998, ou sous la forme de l'Accord commercial anti-contrefaçon (tentative ratée en 2012, après la dénonciation

massive de ce projet liberticide). La nouvelle méthode consiste à favoriser des accords transnationaux plutôt qu'un accord unique d'envergure mondiale, mais l'objectif est le même : développer un « régime commercial qui serve les intérêts particuliers qui dominent depuis longtemps la politique commerciale occidentale », selon les termes du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz.

Avec la présente négociation, il s'agit d'abord de lever ou d'affaiblir les barrières douanières, considérées comme des obstacles au commerce et à la prétendue "concurrence libre et non faussée". Comme l'indique ATTAC, cela conduirait, par exemple dans le domaine de l'agriculture, à encourager la généralisation des modes de production industriels les plus compétitifs, importés des États-Unis, au détriment de la qualité des productions et des exigences écologiques. Ce qui irait à l'encontre de toutes les tentatives de promouvoir des circuits-courts, de relocaliser les productions, de favoriser la biodiversité, etc. La volonté de baisser les droits de douanes concernerait tout particulièrement le domaine ★★★

★★★ des services publics, que les libéraux veulent à tout prix mettre à leur main, c'est-à-dire à la fois contrôler et privatiser. À terme, les secteurs qui relèvent (encore) dans de nombreux pays du secteur public seraient ouverts à la concurrence, empêchant par exemple une collectivité locale de pouvoir choisir ses prestataires d'après des exigences de qualité ou de proximité.

Changer l'ordre juridique

Il s'agit ensuite de mener une bataille sur les normes, en mettant en place un système normatif indépendant des juridictions existantes. Telle multinationale qui s'estimerait lésée par une politique nationale, ou par exemple par les clauses d'un marché, pourrait faire appel à des mécanismes et des instances privés mettant aux prises les acteurs économiques et tel ou tel gouvernement. En ligne de mire : tout ce qui dans les législations nationales limite les profits, oblige à respecter des normes sociales et environnementales. Ce qui témoigne d'une part du rôle actif que jouent encore, et que pourraient jouer davantage des politiques volontaires des États, d'autre part de l'enjeu majeur de la souveraineté populaire dans ces domaines.

Le périmètre juridique dépasserait largement celui du commerce pour concerner les droits de propriété intellectuelle des acteurs économiques privés, les brevets... Par exemple, concernant les OGM, en l'état actuel des rapports de

force internationaux, l'imposition de normes internationales résultant de tel ou tel conflit arbitré en faveur d'une multinationale pourrait obliger les États à autoriser leur commercialisation.

Au total, cela dessine un développement des conflits entre les normes nationales, élaborées à partir des lois votées par les

Et si, dans les prochains mois, l'affaire était démasquée et devenait un des thèmes clefs de la campagne des élections européennes ? Et si l'exigence d'un arrêt de la négociation et d'une consultation des citoyens s'imposait ?

Parlements nationaux, voire par le Parlement européen, et des règles imposées par la mise en place d'un "droit des investisseurs", au profit bien sûr de ce dernier. On est encore dans la logique hyper-libérale selon laquelle il existerait une "liberté d'investir" qui serait contrecarrée par le droit, l'action des États... et en définitive par les exigences citoyennes.

Qui décide ?

Face à ce projet, la mobilisation commence à s'amplifier : appels nationaux et locaux, débats publics, ★★★

Affûtons nos arguments !

ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne)

<http://www.france.attac.org/livres/guide-de-navigation-pour-affronter-le-grand-marche-transatlantique>

AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs) :

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

Fondation Copernic :

<http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article1029>

<http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article1027>

La quadrature du Net :

<http://www.laquadrature.net/fr/TAFTA>

Décryptage par Raoul Marc Jennar du mandat de négociation du PTCI

<http://blogs.mediapart.fr/blog/raoul-marc-jennar/011113/le-mandat-ue-de-negociation-du-grand-marche-transatlantique-ue-usa-traduit-et-commente>

Et à propos de la 9^e conférence ministérielle de l'OMC, tenue en décembre à Bali :

<http://www.france.attac.org/articles/omc-un-accord-dont-les-multinationales-sont-les-grandes-gagnantes>



★★★ journée d'action à Bruxelles où se tenait ce jeudi un sommet européen... Une pétition demandant l'arrêt des négociations vient d'ailleurs d'atteindre les 300 000 signatures en Allemagne. La légitimité même des discussions en

cours, et le principe d'un accord poursuivant les objectifs des traités précédents, sans l'avis des peuples ou contre eux, est en cause. Et si, dans les prochains mois, en France et dans toute l'Europe, l'affaire était démasquée et devenait un

des thèmes clefs de la campagne des élections européennes ? Et si l'exigence d'un coup d'arrêt à ce projet libéral et d'une consultation des citoyens s'imposait ?

● Gilles Alfonsi



Contre les politiques publiques, dans le dos des citoyens



Les grandes firmes de l'industrie, du commerce, de la finance (...) ont finalement imposé aux États et à leurs superstructures la

négociation d'accords multilatéraux visant à démanteler tout ce qui fait encore obstacle à leur liberté et à réduire à rien les politiques publiques dans les domaines de la santé, de l'emploi, des revenus, de l'environnement, etc. Ce qui n'a pas été possible en totalité dans le cadre de l'OMC est organisé ou préparé sous forme d'accords multilatéraux de "libre-échange", dans le secret (toujours).

Le projet de Grand marché transatlantique vise bien entendu tous les secteurs d'activité, surtout les services, ainsi que "la propriété intellectuelle", telle que vue à travers le prisme des multinationales qui veulent aussi s'approprier le vivant en le brevetant, contrôler l'Internet et en faire un instrument renforcé de propagande, d'étude de marché, de contrôle et de surveillance.

Tout cela est concocté dans leur dos et au détriment des peuples. Les Parlements nationaux et le Parlement européen sont tenus à l'écart. Pour éviter tout risque de cacophonie, la Commission suggère fortement aux États membres de s'accorder pour qu'elle (la Commission), concomitamment avec les États, engage des moyens de surveillance du débat public (surtout celui qui leur échappe), et produisent des documents destinés aux médias et, pourquoi pas, aux écoles. Influencer, infiltrer (si c'est nécessaire) les médias, donner de l'information, mais pas trop car la règle du secret doit demeurer primordiale. Cette opération de "com" (de brouillage) est d'autant plus importante que la ratification par tous les États membres est de droit. Aucun Parlement national ni le Parlement européen ne doivent faire défaut. Aucun peuple ne doit manifester sa défiance, et surtout pas par voie de référendum.

● Marc Mangenot (Fondation Copernic)

Lire l'analyse complète de Marc Mangenot ici : <http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article1029>

Informer, interpeller, mobiliser



Trois questions à Daniel Rome, membre de la direction nationale d'ATTAC, animateur de la commission Banques Finances.



Comment résumeriez-vous le projet de "Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement" (PTCI) en cours de négociation entre l'Union européenne et les États-Unis ?

Le partenariat transatlantique serait un des accords de libre-échange et de libéralisation de l'investissement les plus importants jamais conclus, représentant la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux. Comme d'autres accords bilatéraux signés récemment ou en cours de négociations, notamment l'accord UE - Canada, le PTCI ne se contentera pas d'abolir les barrières douanières ; il s'étendra aussi aux "barrières non-tarifaires". En effet, toute réglementation, même décidée démocratiquement, peut être considérée comme un obstacle au commerce. Le PTCI va donc viser le démantèlement, ou l'affaiblissement, de toutes les normes qui limitent les profits des entreprises européennes ou états-uniennes, en fonction de leurs intérêts respectifs.

Les négociations du PTCI ne consistent pas uniquement à abattre les barrières tarifaires. Il s'agira aussi de réduire toute barrière réglementaire à l'extension du domaine du libre-échange, notamment dans les secteurs des services. La distribution d'eau et d'électricité, l'éducation, la santé, la recherche, les transports, l'aide aux personnes... ces secteurs qui, pour beaucoup, relèvent encore du service public, pourraient demain ainsi être entièrement ouverts à la concurrence.

Il s'agit aussi de s'attaquer aux règles sanitaires, environnementales, et notamment de bien-être animal dans le secteur agricole et alimentaire, qui font "obstacle" au commerce. Les États-Unis utiliseront l'opportunité du PTCI pour contraindre l'Union européenne à l'abandon

de ses mesures et principes (comme le principe de précaution) jugés "protectionnistes" et à l'adoption des normes américaines.

Concrètement : le bœuf aux hormones représente la plus grande partie de la production et de la consommation de bœuf aux États-Unis ; la production et l'importation en sont interdites dans l'Union européenne, pour des raisons de risques sanitaires. L'OMC avait déjà donné raison aux

La distribution d'eau et d'électricité, l'éducation, la santé, la recherche, les transports, l'aide aux personnes... ces secteurs qui, pour beaucoup, relèvent encore du service public pourraient demain être entièrement ouverts à la concurrence.

États-Unis et au Canada dans le cadre de leur plainte contre l'UE, en autorisant la mise en place de mesures de rétorsion. Qu'en sera-t-il dans le cadre du PTCI ? Pour l'industrie européenne comme états-unienne, et notamment pour les industries extractives, les négociations du PTCI et l'accord UE - Canada sont une aubaine : l'occasion d'obtenir la remise en cause d'un certain nombre de protections ou de régulations écologiques, par exemple sur l'exploitation des gaz de schiste qui demeure interdite en France et en Bulgarie, ou encore de la réglementation européenne REACH sur les produits chimiques, jugée trop contraignante.

Comment expliquer que les négociations en vue de cet accord commercial soient jusqu'à présent passées largement inaperçues ?

Ces négociations, comme celles de l'Accord avec le Canada, se sont engagées dans la plus grande opacité. Ni les citoyens, ni leurs représentants n'ont eu officiellement accès au mandat de négociation. *A contrario*, les entreprises et leurs groupes d'intérêt jouissent d'un accès privilégié aux négociateurs européens, puisque sur 130 réunions organisées avec les "parties prenantes", l'organisation CEO [*Corporate europe observatory*] nous apprend que la Commission européenne a reçu 119 fois les représentants des multinationales. Par ailleurs, une partie du mouvement social européen a sous-estimé la gravité de ces accords en pensant qu'ils pourraient créer de l'emploi (une partie des syndicats de la CES notamment). Mais il ne faut pas désespérer : une dynamique unitaire est en train de s'enclencher et de nombreuses initiatives sont prises par ATTAC et l'AITEC pour informer et alerter les citoyens.

Que faire face à cette fuite en avant libérale ?

Il est important de faire connaître très largement le contenu de ces accords et d'interpeller les élus (députés, députés européens et ministres). Une trentaine d'organisations en France appellent à la mobilisation la plus large et la plus diverse possible, en lien avec les autres mouvements européens et états-uniens, pour contraindre le gouvernement et l'Union européenne à stopper ces négociations. Comme le dit l'appel unitaire [publié dans ce dossier], le Grand marché transatlantique serait une atteinte nouvelle et sans précédent aux principes démocratiques fondamentaux.

● Propos recueillis par **Gilles Alfonsi**

Le Grand marché transatlantique ne se fera pas !



Trente organisations associatives, syndicales et politiques ont lancé le 3 décembre la campagne “Non au Grand Marché Transatlantique – #StopTAFTA !”, contre le projet de traité de libre-échange et d’investissement entre les États-Unis et l’Union européenne. Cerises en publie le texte intégral.

Le 14 juin 2013, la Commission européenne a obtenu mandat de la part de tous les États membres pour négocier avec les États-Unis le *Transatlantic free trade area* (TAFTA). Cet accord cherche à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l’Union européenne et les États-Unis, allant au-delà des accords de l’OMC.

Ce projet de Grand marché transatlantique vise le démantèlement des droits de douane restants, entre autres dans le secteur agricole, et plus grave encore, la suppression des «barrières non tarifaires» qui amplifierait la concurrence débridée et empêcherait la relocalisation des activités. Il conduirait à un nivellement par le bas des règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales, aussi bien en Europe qu’aux États-Unis. Ainsi, la production de lait et de viande avec usage d’hormones, la volaille chlorée et bien d’autres semences

OGM, commercialisées aux États-Unis, pourrait arriver sur le marché européen. Inversement, certaines régulations des marchés publics et de la finance aux États-Unis pourraient être mises à bas.

Cet accord serait un moyen pour les multinationales d’éliminer toutes les décisions publiques qui constituent des entraves à l’expansion de leurs parts de marché. Nous pensons tous que ce projet consacre la domination des multinationales européennes comme américaines. Pour certains, il affirme également la domination des États-Unis. À coup sûr, il asservirait les peuples des deux côtés de l’Atlantique.

Ce projet pourrait introduire un mécanisme d’arbitrage privé “investisseur-État”, qui se substituerait aux juridictions existantes. Les investisseurs privés pourraient ainsi contourner les lois et les décisions qui les gêneraient, permettant

par exemple aux pétroliers d’imposer en France l’exploitation des gaz de schistes et autres hydrocarbures dits non conventionnels. Une telle architecture juridique limiterait les capacités déjà faibles des États à maintenir des services publics (éducation, santé, etc.), à protéger les droits sociaux, à garantir la protection sociale, à maintenir des activités associatives, sociales et culturelles préservées du marché, à contrôler l’activité des multinationales dans le secteur extractif ou encore à investir dans des secteurs d’intérêt général comme la transition énergétique.

Au-delà des échanges de marchandises, le Grand marché transatlantique achèverait l’ouverture à la concurrence des échanges immatériels. Le projet d’accord prévoit d’introduire de nouvelles mesures relatives aux brevets, droits d’auteur, protection des données, indications géographiques et autres formes de ★★★

★★★ la dite "propriété intellectuelle", faisant revenir par la petite porte le défunt ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon), refusé en juillet 2012 par les eurodéputés, suite à une large mobilisation des citoyens européens.

Discrètement, de puissants lobbies européens et transatlantiques sont déjà à la manœuvre pour élaborer avec la Commission européenne, seule autorité en charge des négociations au nom de tous les États membres, les termes d'un éventuel accord d'ici 2015. À l'inverse, les citoyens, les mouvements sociaux, les parlementaires européens, n'ont pas accès aux informations sur les négociations en cours. Le secret sur les textes limite également les capacités des pays en développement d'intervenir, alors qu'un tel accord aurait des répercussions juridiques et sociales sur l'ensemble du monde.

Le Grand marché transatlantique serait une atteinte nouvelle et sans précédent aux principes démocratiques fondamentaux. Il ne ferait qu'aggraver la marchandisation du monde, avec le risque de régressions sociales, environnementales et politiques majeures. Nous avons réus-

si à mettre en échec l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1997, puis l'Accord commercial anti-contrefaçon en 2012, qui comportaient les mêmes dangers. Citoyens et organisations de citoyens, nous voulons à présent stopper

Le Grand marché transatlantique serait une atteinte nouvelle et sans précédent aux principes démocratiques fondamentaux. Il ne ferait qu'aggraver la marchandisation du monde, avec le risque de régressions sociales, environnementales et politiques majeures.

tous ensemble le Grand marché transatlantique et appelons à la mobilisation la plus large et la plus diverse possible, en lien avec les autres mouvements européens et états-uniens, pour contraindre notre gouvernement et l'Union européenne de stopper ces négociations.

Signataires au niveau national :

Agir pour l'environnement, Aitec-Ipam, Les Alternatifs, Amis de la confédération paysanne, Amis de la Terre, Attac, Cedetim, Colibris, Collectif citoyen les engraineurs, Collectif des associations citoyennes, Collectif Roosevelt, Confédération paysanne, Convergence citoyenne pour la transition énergétique, Convergences et alternative, Copernic, Économistes atterrés, Écologie sans frontières, Europe Ecologie les Verts, Faucheurs volontaires, Fédération pour une alternative sociale et écologique, France Amérique Latine, FSU, GAiA SOS planète en danger, Gauche anticapitaliste, Générations futures, Golias, Jeunes écologistes, Mouvement de la paix, Mouvement des objecteurs de croissance, NPA, la Nouvelle école écologiste, Objectif transition, Parti de gauche, PCF, Réseau action climat, Réelle démocratie maintenant (Indigné-e-s), Réseau environnement santé, Solidaires national, Solidaires douanes, Syndicat national des arts vivants, UFISC, Utopia...

Toutes les dominations ou rien

On n'a pas fait le plein ! Presse et organisateurs sont à l'unisson : les manifestations du 30 novembre dernier contre le racisme n'ont guère rassemblé. Au mieux 25 000 marcheurs à Paris, 1 700 à Nantes, 1 100 à Bordeaux, 600 à Toulouse, à Marseille. Un manifestant parisien livre au *Nouvel Observateur* : « *Je suis déçu et n'arrive pas à comprendre pourquoi nous sommes si peu.* »

Constat d'échec repris par le président de CM 98 (1), Serge Romana, qui déplore que « *la lutte antiraciste soit un peu en panne* ». Le 30 novembre antiraciste à l'initiative du Collectifdom (2) et de CM98 offrait un éventail rarement aussi large d'organisations. S'y retrouvaient les grandes associations antiracistes SOS Racisme, Ligue des droits de l'Homme, le MRAP, la Licra, mais aussi les grandes centrales syndicales CFDT, CFTC, CGT, UNSA, FSU, Solidaires, était aussi présent le Front de gauche.



Le Parti socialiste non plus n'a pas fait le plein. À son meeting de soutien à Christiane Taubira, il n'a rempli que la moitié de la Mutualité. Certes l'ambiguïté du Parti socialiste naît de son impérieuse nécessité de recruter à droite les voix qu'il perd à gauche. Manuel Valls est à la manœuvre. De là probablement son incroyable délai à soutenir sa collègue ministre.



Mais là n'est pas l'explication. Les piètres scores des journées antiracistes ont enchanté la presse de droite, ont laissé de marbre la presse de gauche, ainsi *L'Humanité* des jours suivants rapporte les mêmes chiffres que ses confrères, évite tous prémices de réflexion.

Et pourtant, il faut sortir de l'impasse, la leçon de morale républicaine patine, la Déclaration universelle des droits de l'homme s'ennuie dans les rayonnages.

Quid de l'adhésion populaire au racisme ? Certes il reste à décoloniser les esprits, mais c'était vrai au len-

demain de la guerre d'Algérie, certes la presse raffole du discours lepéniste, mais nous avons connu pire dans les années 80.

Quel est le "nouveau" où baigne la parole raciste, qui la fait fleurir ? La crise, les difficultés sociales... Réponses inopérantes. On ne peut dresser de calendrier : en finir d'abord avec la crise, en découlerait alors l'extinction de la haine raciste. Elle est l'adjuvant du mélange acquiescement-résignation, et nécessaire *ersatz* de pouvoir au peuple défait de sa souveraineté.

Le nouveau n'est-il pas, sur ce terreau de défaite, dans le développement massif des inégalités propres au capitalisme libéral en crise ? Inégalité des hommes et des femmes, plus pénalisées par le chômage et la déstructuration du temps de travail, inégalité des générations quant à la retraite, inégalité de statut de travail dans l'entreprise, inégalité aggravée quant à l'école, quant à la santé. Autant d'inégalités parmi lesquelles la revendication raciste d'inégalité d'humanité gagne en banalité.

À ne pas combattre de front toutes les dominations qui génèrent, structurent, alimentent, renforcent ces inégalités, on surajoute à l'inégalité, on la fait durer. Alors niveler tous les combats ? Au contraire, combattre toutes les dominations suppose

des combats spécifiques. Ainsi la domination de genre est antérieure à la division en classes, la domination raciste porte encore les traces des siècles esclavagistes, creuset de l'accumulation primitive du capitalisme, ainsi la domination du capital sur le travail incroyablement inventive à surmonter ses crises, ainsi des inégalités générationnelles aussi récentes que la marchandisation de toute activité humaine. Mais désormais ces spécificités auront leur efficacité à condition d'être entre elles cohérentes, autrement dit, toutes appelant et s'affairant à la transformation du monde.



● Catherine Destom Bottin

(1) Collectif marche du 23 mai 1998.

(2) Collectif des Français originaires d'Outre-Mer.



Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... Où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envole tous les quinze jours dans un pays européen. Aujourd'hui : l'Italie.



L'Europe ne botte plus l'Italie



Évidemment, on hésite pour raconter un voyage en Italie entre les portes de l'enfer ou une fenêtre ouverte sur le paradis. À vous parler de Silvio Berlusconi ou à réécouter Giuseppe Verdi. Ah ! ce chœur des esclaves hébreux, ce *Nabucco* flamboyant, le chant d'un peuple tenu en esclavage, qui aurait pu devenir l'hymne italien...

Mais l'Italie, après avoir été le pays de l'opéra, est devenue une démocratie d'opérette. Voire une opérette tout court. Politique, histoires de cul, scandales glauques et larmes de crocodiles occupent les rédactions des journaux et les débats du Palais Montecitorio, la Chambre des députés, entre deux votes d'austérité et de coupes dans les budgets publics.

Dans les pires défaillances de l'histoire, il y a toujours la solution de la quête du bonheur. Où est passée l'Italie adorable et riante, son soleil dans les oliviers de Toscane, son accent du Piémont ? Mais il pleut sur l'Italie, la pluie italienne de décembre. Le paysage politique du pays crachote entre populisme et social-libéralo-centrisme. Entre le parti du Peuple de la liberté (PdL) de Berlusconi & consorts, et le Parti démocrate (PD - centre-gauche) & ses alliés, tous deux à 30 % aux élections générales (fév. 2013.) Le centre-droit de Mario Monti, aux manettes est lui tombé à 10 %.

En vingt ans, deux partis de masse ont disparu. La Démocratie chrétienne (DC),

corrompue, a sombré. Le Parti communiste italien (PCI) s'est auto-dissout, résultat d'un processus d'évidement culturel et théorique, face à une crise stratégique liée à celle du communisme mondial. Selon Guido Liguori (1), cité par l'économiste Domenico Moro du Parti des communistes italiens (PdCI), une analyse déconnectée des luttes de classes sur la nature de l'État, de la démocratie et de la critique de l'URSS est l'une des causes de la mort du PCI.

Au début des années 1990, l'Italie vit aux heures de l'opération "Mains propres" (*Mani Pulite*). Une partie de la classe politico-économique est accusée d'avoir financé illégalement les principaux partis du pays. Une corruption massive, nommée *Tangentopoli* ("La ville des pots-de-vin") est démantelée. Le pompon est atteint en 1994 avec la fuite en Tunisie du socialiste Bettino Craxi, inculpé et condamné à vingt-sept ans d'emprisonnement dans une demi-douzaine d'affaires de corruption et de financement illégal du Parti socialiste italien (PSI).

La DC et le PSI décimés par l'opération Mains propres, le PCI disparu, c'est tout bénéf pour Berlusconi. Soutenu par le président de l'Alliance nationale néo-fasciste, Gianfranco Fini, il lance son mouvement, *Forza Italia*, très à droite. Président du Conseil, il se présente comme bouclier contre le communisme, conscient

que si le PCI a disparu, les idées communistes peuvent perdurer. Une posture qui sera l'une de ses marques de fabrique, avec le populisme et la démagogie. Car Berlusconi est un homme qui vend trois tours de Pise dans la journée.

Et quand il part, c'est pour mieux revenir et s'asseoir sur la démocratie. En 2008, il s'engage à réactiver le projet de pont sur le détroit de Messine, rejeté par le gouvernement Prodi en raison du risque d'appels d'offre mafieux. À développer le projet de train à grande vitesse sous les Alpes, objet de protestations. À relancer le nucléaire, malgré trois référendums contraires du peuple italien.

Si la fin de Berlusconi a été une farce, le berlusconisme comme modèle et façon de pensée est-il mort ? Pas sûr. L'allégeance des catégories populaires au pouvoir d'un milliardaire flambeur, le culte de la réussite par l'argent, l'absence de débats politiques, le délitement culturel, la déconfiture des forces de résistance... ont creusé des sillons. En Italie, il a plu sur la pensée. « *Italie ô terre mystérieuse à force de lumière* » mais aussi « [...] *Pays qui dépéris comme la paille* », écrivait Aragon.

Les élections de 2013 ont témoigné du désaveu des Italiens à l'égard de la politique. La participation a baissé de 8 % par rapport à 2008, particulièrement à l'égard des partis traditionnels. ★★ ★

(1) *La mort du PCI* - manifestolibri, 20 €, 155 pages.



La gauche de la gauche italienne s'est rassemblée sous la bannière de la Révolution civile (*Rivoluzione civile*), coalition soutenant la candidature du magistrat Antonio Ingroia. Rassemblant l'Italie des valeurs, la Fédération des Verts, Refondation communiste, le Parti des communistes italiens, elle a réalisé un score de 2,25 % à la Chambre et 1,79 % au Sénat (aucun parlementaire).

★★★ Celui de Berlusconi a perdu 6 millions de voix, le Parti démocrate 3,5 millions. Les électeurs ont sanctionné leur soutien au gouvernement Monti et à sa politique d'austérité sans perspective. La récession a entraîné une hausse du chômage, un creusement des inégalités, un accroissement de la pauvreté. 37 % des jeunes Italiens sont chômeurs, derrière les jeunes Grecs (58 %), Espagnols (56,5 %), Portugais (39 %).

Les électeurs ont en revanche propulsé le Mouvement 5 étoiles (*MoVimento 5 Stelle* ou M5S) du comique, agitateur et volontiers vulgaire Beppe Grillo, surnommé le «*Coluche italien*». Son mouvement a été lancé après le succès d'un blog créé en 2004, un des plus visités d'Italie, 200 000 visiteurs par jour. «*Nous sommes une utopie concrète. Nous incarnons le rêve de millions de personnes sur la toile*», a clamé le tribun vitupérant, aussitôt taxé de populiste par les tenants d'un système usé qui refusent tout lien direct avec le peuple. À qualifier ainsi n'importe quel mouvement populaire, certains ne voient plus combien il s'arrache à la norme.

De meetings en réunions d'appartements, de manifs anti nucléaires ou pollutions industrielles, d'un bout à l'autre de la péninsule, Beppe Grillo a remporté 25,6 % des suffrages. Ses critiques acerbes adressées à la classe politique, à l'Europe et à la monnaie unique ont eu de l'écho, y compris parmi les jeunes. Point commun avec le berlusconisme : le culte de la personnalité.



Turin, nov. 2012, manifestation contre la précarité.

Grillo donc. Dans son spectacle *Apocalisse Morbida*, il a indiqué que le sida est «*la plus grande farce du siècle*». Dans un autre, il a traité Rita Levi-Montalcini, prix Nobel de médecine, de «*vecchia puttana*» achetée par une firme pharmaceutique, ce qui a valu au trublion une condamnation. Adepte de la théorie du complot, toujours utile pour changer à la marge un monde insatisfaisant en refourguant des explications irrationnelles, Grillo caresse le peuple avant de faire appel à son intelligence. Son M5S ? Il vise aussi les acquis sociaux. Au nom de la lutte contre le gaspillage et la paperasserie, il veut supprimer des centaines de milliers d'emplois publics, abolir les provinces, se débarrasser des communes de moins de 5 000 habitants. L'éducation est sclérosée ? Intégrons mieux les universités dans le monde des affaires. La santé publique en crise ? Révisons l'accès aux

soins médicaux universels avec «*des frais supplémentaires pour les traitements non essentiels*» et «*une limite de la prévention du deuxième degré (dépistages, médecine préventive)*» en faveur de la «*prévention du premier degré (nourriture saine, activité physique, arrêter de fumer)*». Etc.

Les élections italiennes, marquées par la crise sociale et politique, ont secoué la péninsule et l'Union européenne. Leur nouveauté a été une crise de confiance envers l'Europe. Pour la première fois depuis cinquante ans, la construction européenne ne botte plus les Italiens.

Sous la pluie de décembre, il est donc temps qu'un colibri chante un autre air d'opéra.



● Philippe Stierlin

Italie – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 35 %

ELD Europe, libertés, démocratie	PPE Parti populaire européen	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux	ALE Verts	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Ligue du Nord 10,2 %	Le Peuple de la Liberté (PdL) 42,7 % Union du Centre 6,5 %	Parti démocrate (PD) 26,1 %	Italie des Valeurs 8 %	Gauche, écologie et liberté 3,1 %	Liste anticapitaliste (Parti de la Refondation communiste – Parti des communistes italiens) 3,4 %

Image de la semaine



Liberté, Égalité, Fraternité ... en breton

Flash mob à Lannion, en novembre dernier, à l'initiative du Comité de défense des sans-papiers du Trégor : danse et chant qui questionne la réalité de la devise républicaine par rapport aux migrants comme aux personnes pauvres. Après Sarkozy, Guéant & Cie, que font Hollande, Valls et autres ?

Un mois auparavant, le président du Conseil régional avait demandé que la devise soit inscrite aussi en breton sur les lycées. Le recteur a refusé au nom de "l'indivisibilité républicaine". Info sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Grand Ouest" et vidéo (sous-titrée) sur <http://www.youtube.com/watch?v=bTF2V85deWQ&feature=youtu.be>.

● **Paroles, paroles, paroles ?** Lors de son voyage en Israël, François Hollande avait certes déploré la colonisation par cet État de terres palestiniennes. L'association France-Palestine s'était adressée au Président « *pour lui demander de dissuader les entreprises françaises d'investir dans les colonies israéliennes* ». Courrier resté sans réponse. L'association mettait en garde les entreprises qui étaient du voyage contre toute participation à cette violation des droits palestiniens et du droit international. Certains États, comme la Grande-Bretagne, les Pays-bas, ont pris position vis-à-vis des entreprises de leurs pays, avec des effets sur les firmes néerlandaises. Après les "lignes directrices" de l'UE et les recommandations du rapport des chefs de mission diplomatiques de l'UE à Jérusalem et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en ce sens, le gouvernement français « *ne peut plus se cacher derrière la nécessité d'une unanimité européenne pour esquiver une réponse politique à la hauteur de ses obligations* ». Quand passera-t-il de la parole aux actes ?

● **Histoire de bonnets.** Contre la hausse de la TVA dans les transports publics, des bonnets verts. Si en janvier prochain, la TVA passe de 7 % à 10 %, le prix suivra pour les billets de TGV, TER, RER, métros, tramways et bus dans toute la France. Petite hausse indolore ? D'un petit "plus" à l'autre, cela fait un "moins" sensible dans les petits budgets. Le porte-parole des "Bonnets verts" estime qu'« *une fiscalité juste est une fiscalité qui protège les plus fragiles, les moins aisés. C'est le cas de*

millions d'utilisateurs qui empruntent chaque jour les réseaux de transport en commun ». Organisés depuis plusieurs semaines contre la TVA à 10 % sur les billets de train, les Bonnets verts veulent désormais se développer en "collectif-citoyens".

● **Prise d'otage ?** Edouard Martin, le syndicaliste emblématique de Florange, l'a annoncé cette semaine : bien qu'il ne soit pas membre du Parti socialiste, il sera en tête de sa liste de la région Grand-Est aux élections européennes. En étant élu au Parlement européen, il pense pouvoir peser pour défendre l'industrie et les ouvriers. Trahison ? Opportunisme ? Le problème est peut-être surtout qu'il pense pouvoir le faire en étant membre d'un groupe qui souscrit aux politiques d'austérité... Le PS doit être aux anges de trouver ainsi une caution. On espère que le Front de gauche, qui, lui, est conséquent dans sa lutte contre l'austérité et pour une industrie qui relève les défis sociaux et environnementaux, saura faire place à des candidats emblématiques des mobilisations.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr